

CLIC ARCHIPEL

Association sans but lucratif (Loi du 1^{er} juillet 1901)

Siège social : 30, avenue Puvis de Chavannes – 92400 COURBEVOIE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
RELATIF A L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

CLIC ARCHIPEL

Association sans but lucratif (Loi du 1^{er} juillet 1901)

Siège social : 30, avenue Puvis de Chavannes – 92400 COURBEVOIE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

RELATIF A L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Aux adhérents,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CLIC ARCHIPEL relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observations

Nous attirons votre attention sur les circonstances ayant conduites à retenir le principe de continuité de l'exploitation telles que mentionnées au paragraphe « Règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations qui selon notre jugement professionnel ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Paris, le 2 juin 2025

FITECO
Commissaire aux Comptes



Pascal ANGLARD

DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



Comptes annuels 2024

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024



ASSOCIATION CLIC ARCHIPEL

30 avenue Puvis de Chavannes
92400 COURBEVOIE

SIREN : 429.620.883

Statut juridique : Association déclarée

N° TVA : FR90429620883

AUDIT DEONTOLOGIE PREVENTION COMPTABILITE

SIREN : 490609021

157 RUE DES VOIES DU BOIS, 92700 COLOMBES

Bilan actif

| | | 31/12/2024 | | | 31/12/2023 |
|--|--|----------------|---------------|---------------|---------------|
| | | Brut | Amort. Prov. | Net | Net |
| ACTIF IMMOBILISÉ | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| | Frais d'établissement | | | | |
| | Frais de recherche et de développement | | | | |
| | Donations temporaires d'usufruit | | | | |
| | Concessions, brevets, licences, marques, ... | | | | |
| | Immobilisations incorporelles en cours | | | | |
| | Avances et acomptes | | | | |
| | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| | Terrains | | | | |
| | Constructions | | | | |
| | Installations techniques, matériel, ... | 36 009 | 36 009 | | |
| | Autres immobilisations corporelles | 19 914 | 19 726 | 188 | 786 |
| | Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| | Avances et acomptes | | | | |
| | BIENS REÇUS PAR LEGS/DONS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS | | | | |
| ACTIF CIRCULANT | IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES | | | | |
| | Participations et Créances rattachées | | | | |
| | Autres titres immobilisés | 15 | | 15 | 15 |
| | Prêts | | | | |
| | Autres immobilisations financières | 315 | | 315 | 315 |
| | TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I) | 56 252 | 55 734 | 518 | 1 116 |
| | STOCKS ET EN-COURS | | | | |
| | Matières premières | | | | |
| | En-cours de production | | | | |
| | Produits intermédiaires et finis | | | | |
| | Marchandises | | | | |
| | Avances et acomptes versés sur commandes | | | | |
| | CRÉANCES | | | | |
| | Créances clients, usagers et comptes rattachés | | | | |
| | Créances reçues par legs ou donations | | | | |
| | Autres créances | 40 308 | | 40 308 | 43 060 |
| | Capital souscrit appelé non versé | | | | |
| | VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT | | | | |
| | Actions propres | | | | |
| | Autres titres et instruments de trésorerie | | | | |
| | DISPONIBILITÉS | 42 062 | | 42 062 | 51 135 |
| | CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE | 672 | | 672 | 508 |
| | TOTAL ACTIF CIRCULANT (II) | 83 042 | | 83 042 | 94 703 |
| Frais d'émission des emprunts (III) | | | | | |
| Primes de remboursement des emprunts (IV) | | | | | |
| Écarts de conversion actif (V) | | | | | |
| TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V) | | 139 294 | 55 734 | 83 560 | 95 819 |

Bilan passif

| | | 31/12/2024 | 31/12/2023 |
|-------------------------------------|--|------------|------------|
| | | Net | Net |
| FONDS PROPRES | FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE | | |
| | Fonds propres statutaires | | |
| | Fonds propres complémentaires | | |
| | FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE | | |
| | Fonds statutaires | | |
| | Fonds propres complémentaires | | |
| | Écarts de réévaluation | | |
| | RÉSERVES | | |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| | Réserves pour projet de l'entité | | |
| | Autres réserves | | |
| | REPORT À NOUVEAU | 48 009 | 70 004 |
| | EXCÉDENT OU DÉFICIT DE L'EXERCICE | -22 737 | -21 994 |
| | FONDS PROPRES CONSOMPTIBLES | | |
| | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | | |
| | PROVISIONS RÉGLEMENTÉES | | |
| TOTAL FONDS PROPRES (I) | | 25 272 | 48 009 |
| AUTRES F.P. | Avances conditionnées | | |
| | Produit des émissions de titres participatifs | | |
| TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (I BIS) | | | |
| | Total fonds reportés et dédiés (II) | | |
| | Fonds dédiés reportés | | |
| TOTAL FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II) | | | |
| PROV. | Provisions pour risques | | |
| | Provisions pour charges | | |
| TOTAL PROVISIONS (III) | | | |
| DETTES | Emprunts obligataires convertibles | | |
| | Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | | |
| | Emprunts et dettes financières diverses | | |
| | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 9 130 | 4 149 |
| | Dettes des legs ou donations | | |
| | Dettes fiscales et sociales | 49 159 | 43 661 |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| | Autres emprunts obligataires | | |
| | Autres dettes | | |
| | Produits constatés d'avance | | |
| TOTAL DETTES (IV) | | 58 288 | 47 810 |
| Écarts de conversion passif (V) | | | |
| TOTAL PASSIF (I+ II + III + IV + V) | | 83 560 | 95 819 |

Compte de résultat

| | | 31/12/2024 | 31/12/2023 |
|----------------------------------|---|------------|------------|
| | | Net | Net |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | Cotisations | | |
| | Total des ventes de biens et services | | |
| | Vente de biens | | |
| | dont ventes de dons en nature | | |
| | Ventes de services | | |
| | dont parrainages | | |
| | Produits de tiers financeurs | 232 150 | 220 392 |
| | Concours publics et subventions d'exploitation | 232 150 | 220 392 |
| | Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable | | |
| | Ressources liées à la générosité du public | | |
| | Dons manuels | | |
| | Mécénat | | |
| | Legs, donations et assurances-vie | | |
| | Contributions financières | | |
| CHARGES D'EXPLOITATION | Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges | 512 | |
| | Utilisations des fonds dédiés | | |
| | Autres produits | 1 | 0 |
| | TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I) | 232 663 | 220 392 |
| | Achats de marchandises | | |
| | Variation des stocks de marchandises | | |
| | Autres achats et charges externes | 49 945 | 46 750 |
| | Aides financières | | |
| | Impôts, taxes, et versements assimilés | 2 445 | 2 310 |
| | Salaires et traitements | 144 461 | 136 776 |
| | Charges sociales | 57 899 | 55 855 |
| | Dotations aux amortissements et aux provisions | 598 | 685 |
| | Sur actif circulant : dotation aux provisions | | |
| | Pour risques et charges : dotations aux provisions | | |
| | Report des fonds dédiés | | |
| | Autres charges | 53 | 11 |
| | TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II) | 255 400 | 242 387 |
| RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II) | | -22 737 | -21 994 |

| | | 31/12/2024 | 31/12/2023 |
|--|---|------------|------------|
| | | Net | Net |
| PRODUITS FINANCIERS | De participations | | |
| | D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | |
| | Autres intérêts et produits assimilés | | |
| | Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges | | |
| | Différences positives de change | | |
| | Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III) | | | |
| CHARGES FINANCIÈRES | Dotations aux amortissements et aux provisions | | |
| | Intérêts et charges assimilées | | |
| | Différences négatives de change | | |
| | Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (IV) | | | |
| RÉSULTAT FINANCIER (III - IV) | | | |
| RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (I - II + III - IV) | | -22 737 | -21 994 |
| PRODUITS EXCEPTION. | Sur opérations de gestion | | |
| | Sur opérations en capital | | |
| | Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges | | |
| | TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (V) | | |
| CHARGES EXCEPTION. | Sur opérations de gestion | | |
| | Sur opérations en capital | | |
| | Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | |
| | TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI) | | |
| RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI) | | | |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (VII) | | | |
| Impôts sur les bénéfices (VIII) | | | |
| TOTAL DES PRODUITS (I + III + V) | | 232 663 | 220 392 |
| TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII) | | 255 400 | 242 387 |
| EXCÉDENT OU DÉFICIT | | -22 737 | -21 994 |
| CONTRIB. VOL. NAT. | Dons en nature | | |
| | Prestations en nature | | |
| | Bénévolat | | |
| | TOTAL | | |
| CONTRIB. VOL. NAT. | Secours en nature | | |
| | Mise à disposition gratuite de biens | | |
| | Charges de prestations en nature | | |
| | Personnel bénévole | | |
| | TOTAL | | |

Préambule

Introduction à l'annexe

L'exercice fiscal clos le **31/12/2024** a une durée de **12** mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de **83 559,92 €**.

Le résultat net comptable est **une perte** de **-22 737,46 €**.

Les notes et tableaux communiqués ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Principes et méthodes comptables

Règlement comptable

Description de l'entité

Créée en 1995, Le CLIC Archipel a une activité d'orientation des personnes âgées afin de faciliter l'accès aux droits et faire converger l'intervention des professionnels dans une optique de maintien à domicile. Elle intervient sur les communes de Courbevoie et de la Garenne - Colombes.

Mention du règlement comptable

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec :

- Le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 05 juin 2014, modifié par le règlement ANC N°2022-06 du 04 novembre 2022.
- Les articles L123-12 à L123-28 du Code de commerce.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

Le principe de continuité de l'exploitation a été retenu au bénéfice des économies attendues d'une réorganisation née du départ d'une salariée en 2025 et du CPOM en négociation avec le Conseil Départemental

Liste des méthodes

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement obtenus, en vue de leurs utilisations envisagées.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
 - des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,
 - le cas échéant de l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site sur lequel elles sont situées.
- Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

| Type d'immobilisation | Durée d'amortissement |
|--|-----------------------|
| Bâtiments, installations et agencements | |
| Bâtiments commerciaux | 20 à 50 ans |
| Bureaux | 25 ans |
| Agencements | 10 ans |
| Mobilier | 10 ans |
| Travaux | 5 à 10 ans |
| Matériel et outillage | |
| Matériel | 6,5 à 10 ans |
| Outillage | 5 à 10 ans |
| Autres immobilisations corporelles | |
| Matériel de transport | 5 ans |
| Matériel informatique | 3 à 5 ans |
| Immobilisations incorporelles | |
| Logiciels | 1 à 3 ans |
| Brevets | N/A |
| Autres | N/A |

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif et en fonction de la durée de vie prévue

Postes du bilan et du compte de résultat

Informations relatives à l'actif

Mouvements des postes d'immobilisations

| Rubriques | Valeur brute au début d'exercice (A) | Augmentations (B) | Diminutions (C) | Valeur brute à la clôture d'exercice (D) |
|---|--------------------------------------|-------------------|-----------------|--|
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais d'établissement et de dévelo... | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | 4 107 | | 4 107 | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Installations techniques, matériel e... | 36 009 | | | 36 009 |
| Autres immobilisations corporelles | 46 840 | | 26 927 | 19 914 |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| Immobilisations financières | | | | |
| Participations | | | | |
| Prêts | 315 | | | 315 |
| Autres immobilisations financières | 15 | | | 15 |

- (A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice N-1
(B) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(C) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(D) Solde des comptes à la date de la plaquette

Amortissements et dépréciations

| Rubriques | Valeur brute au début d'exercice (A) | Augmentations (B) | Diminutions (C) | Valeur brute à la clôture d'exercice (D) |
|---|--------------------------------------|-------------------|-----------------|--|
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais d'établissement et de dévelo... | | | | |
| Fonds commercial | | | | |
| Autres | 4 107 | | 4 107 | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Installations techniques, matériel e... | 36 009 | | | 36 009 |
| Autres | 46 055 | 598 | 26 927 | 19 726 |
| Immobilisations financières | | | | |
| Participations | | | | |
| Prêts | | | | |
| Autres | | | | |

- (A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent
(B) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(C) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

État des échéances à la clôture de l'exercice

| Rubriques | Montant Brut | 1 an au plus | 1 à 5 ans | Plus de 5 ans |
|---|--------------|--------------|-----------|---------------|
| Créances rattachées à des partici... | | | | |
| Prêts | | | | |
| Autres immo. financières | 315 | 315 | | |
| Clients douteux | | | | |
| Autres créances clients | | | | |
| Personnel et comptes rattachés | | | | |
| Sécurité sociale et autres org. soci... | 592 | 592 | | |
| États et autres collectivités publiques | | | | |
| Impôts sur les bénéfices | | | | |
| TVA | | | | |
| Autres impôts | | | | |
| Divers | 37 370 | 37 370 | | |
| Groupes et associés | | | | |
| Débiteurs divers | 2 346 | 2 346 | | |
| Charges constatées d'avance | 672 | 672 | | |
| TOTAL | 41 295 | 41 295 | | |
| Prêts accordés en cours d'exercice | | | | |
| Rembours. obtenus en cours d'exe... | | | | |
| Prêts et avances consentis aux as... | | | | |

État des charges constatées d'avance

| Charges constatées d'avance | Montant | Commentaire |
|-----------------------------|---------|-------------|
| Charges constatées d'avance | 672 | |
| TOTAL | 672 | |

Informations relatives au passif

Variation des fonds propres

| Rubriques | A l'ouverture de l'exercice | Affectation du résultat | Augmentation | Diminution ou consommation | A la clôture de l'exercice |
|-------------------------------------|-----------------------------|-------------------------|--------------|----------------------------|----------------------------|
| Fonds propres sans droit de reprise | | | | | |
| Fonds propres avec droit de reprise | | | | | |
| Ecart de réévaluation | | | | | |
| Réserves | | | | | |
| Report à nouveau | | | | | |
| Excédent ou déficit de l'exercice | | | | | |
| Situation nette | | | | | |
| Fonds propres consommables | | | | | |
| Subventions d'investissement | | | | | |
| Provisions réglementées | | | | | |
| TOTAL | | | | | |

Informations relatives au compte de résultat

État des charges à payer et des produits à recevoir

| Produits à recevoir | Montant | Commentaire |
|--------------------------------------|---------|-------------|
| Organismes sociaux - Produits à r... | -56 | |
| TOTAL | -56 | |

| Charges à payer | Montant | Commentaire |
|--------------------------------------|---------|-------------|
| Fournisseurs - Factures non parve... | 3 135 | |
| Personnel - Dettes provisionnées ... | 13 542 | |
| Organismes sociaux - Charges so... | 5 175 | |
| État - Charges à payer | 1 398 | |
| TOTAL | 23 249 | |

Honoraires CAC

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de **2934** euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : **2934** euros,
- honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L. 822-11 : **0** euros.